BULLETIN INTERIEUR 1970

CONTIENT:

NUMERO 1 JUIN 1970
PRIX: 65 cents:

LES RAPPORTS LSO-LSA

(A NOTER: La déclaration qui suit dont le Congrès LSO/LSA adopta la ligne générale après en avoir discuté aux Congrès de 1966 et de 1968 est soumise à titre de renseignement pour la discussion préparatoire au Congrès de 1970.)

1. Dans le cours de son développement mondial, le capitalisme a connu deux tendances historiques principales en ce qui regarde la question nationale. La première se caractérise par le réveil de la conscience nationale et de mouvements nationaux, la lutte contre l'oppression nationale et la création d'états nationaux. La seconde se trouve dans le développement et l'intensification de toutes sortes d'échange entre les nations ; la rupture de barrières entre les nations, la création de l'unité internationale du capital, de la vie économique en général, de la politique, de la science et de la culture.

2. "Les deux tendances", citons Lénine, "sont une loi universelle du capitalisme." La première caractérise davantage les débuts du développement capitaliste ; la seconde l'époque de l'impérialisme et des révolutions socialistes. Mais la première tendance est réapparus sous de nouvelles formes dans notre époque —l'époque d'impérialisme— et particulièrement depuis la deuxième guerre impérialiste, à cause de la faillite à ce point-ci des partis traditionnels de la classe ouvrière dans les pays industrialisés capitalistes-impérialistes à effectuer la révolution socialiste qui libérerait les secteurs coloniaux. Dans 1e monde colonial et

néocolonial, la lutte nationale garde encore un contenu progressiste, comme une partie intégrale de la lutte contre l'impérialisme.

La question nationale se pose de nos jours comme l'expression du caractère inachevé de la révolution bourgeoise chez la nation opprimé, d'une part, et de la maturité pourrissante du capitalisme chez la nation opprimante, d'autre part. De ces deux traits, c'est évidemment le dernier qui domine. La possibilité d'une révolution strictement nationale bourgeoise n'existe plus nulle part: soit que la révolution nationale transcroמsse en une révolution socialiste et dans l’expropriation de la bourgeoisie nationale tout comme des possessions impérialistes, soit qu'elle dégénère sous une certaine forme de néocolonialisme. L'impérialisme exclut la possibilité d'une solution capitaliste א la question nationale.

Le capitalisme n'est devenu qu'un système international au prix d'une profonde aggravation de la question nationale, par l'exploitation des nations entières par l'impérialisme. Cela fait qu'a l'époque impérialiste du développement capitaliste, la lutte nationale ne peut se séparer de la lutte anticapitaliste. La solution a cette question nationale est finalement lié a la victoire du socialisme a l'échelle mondiale.

2. Au Canada, la province de Québec, qui est la patrie politique de la nation canadienne-française, revêt plusieurs des traits du modèle classique colonial et néocolonial. La classe capitaliste canadienne-française ne s'est jamais développé comme une bourgeoisie nationale "normale". Sa subordination politique א la bourgeoisie anglo-canadienne etא leurs intérêts capitalistes alliés (américains et britanniques) fut assuré par les évènements de 1837 et par la Confédération en 1867. Des lors, une révolution bourgeoise canadienne-française distinct devenait impossible, car l'hégémonie industrielle et commerciale de la classe capitaliste canadienne-anglaise, avec l'appui de l'impérialisme britannique, était devenue constitutionnelle et légale. Privé de son propre contrôle sur les politiques tarifés, l'argent, les opérations bancaires et les autres mécanismes clés de l'état national ordinaire, la petite bourgeoisie pancanadienne-française a d□ de tout temps faire face א la nécessité objective de coopérer avec la bourgeoisie canadienne-anglaise et א la difficulté de la concurrencer.

3. Conséquemment, le Québec traversa sa révolution industrielle non comme une économie nationale, mais en fonction du développement capitaliste nord-américain et canadien dans son ensemble. Ce phénomène s'est montré clairement dans les structures économiques contemporaines du Québec: d'une part, un secteur d'industries et d'entreprises relativement récentes étendues et de grande productivité, principalement d'extraction de maîtres brutes et d'industries primaires, produisant principalement pour le marché extérieur; et d'autre part un secteur parallèle d'entreprises plus vieilles, avec peu de rapport avec le secteur mentionné plus haut, petites industries secondaires, de basse productivité, produisant en grande partie pour le marché intérieur (provincial). C'est dans ce dernier secteur marginal de l'économie québécoise que la bourgeoisie canadienne-française est presque entièrement confiné. C'est la source de sa faiblesse **économique.**

4 . Ce schéma de base de développement capitaliste au Québec a eu des répercussions importantes sur le prolétariat canadien-français. Le revenu personnel moyen au Québec est de 32% plus bas que dans la province voisine industrialisé au même degré, l'Ontario; de même les salaires sont de 17% plus bas. Le pourcentage de chômage au Québec est parmi les plus hauts dans le pays; seules les Maritimes dont l'économie est en dépression ont un pourcentage de chômage légèrement plus levé que le Québec. Alors que les taux de salaires dans les industries d'envergure sont, grâce aux syndicats, comparables en gros א ceux des mêmes industries dans les autres parties du Canada, ces taux sont extrêmement bas dans les petites industries produisant pour le marché local. En Ontario, la loi des salaires minimum dit $1.25 l'heure, au Québec ce minimum n'est que de 80 cents l'heure. Il importe beaucoup א la bourgeoisie canadienne-française de maintenir les salaires א un bas niveau. Ainsi, toutes les classes de la population canadienne-française sont économiquement et politiquement dans une position subordonné au sein de la Confédération canadienne. voilà se découvre la source de l'exploitation du Canada français comme nation. C'est lא qu'est aussi la source de sa conscience nationaliste comme nation **opprimé**.

5. La conscience nationaliste est commune א un certain degré א toutes les classes de la nation canadienne-française. Comme facteur galvanisant l'agitation sociale dans le Québec d'aujourd'hui, c'est une force puissante et entièrement progressiste contribuant א élever la conscience de classe des Canadiens-français, א leur révéler leur condition d'exploits dans la Confédération canadienne. Cependant, comme le Québec est très industrialisé, qu'il est fortement intégré historiquement dans l'économie capitaliste nord-américaine, qu'il lui manque une paysannerie sans terre et que la classe ouvrière industrielle est développe, le nationalisme au Québec est un phénomène mixte. Dans ses formes plus "pures" la

conscience nationaliste nouvelle prend une orientation séparatiste. Mais le séparatisme, comme idéologie et mouvement a tendu jusqu'à présent rester le cheval de bataille politique de certaines sections de la petite-bourgeoisie québécoise et des "classes moyennes" formés en gênerai des professionnels, couches sociales très conscientes qu'elles ne peuvent accéder aux postes des plus levés de l'industrie et de 1'administration dominés par les canadien-anglais, mais incapables א cause de leur hétérogénéité sociale de jouer un rôle politique indépendant. Le séparatisme est en grande partie un réflexion de leur désir frustré de jouer un rôle de classe indépendant. Le séparatisme n'a pas obtenu un appui significatif des classes directement impliqués dans le processus de production.

6. Dans le passé la bourgeoisie canadienne-française a servi partiellement et d'une fanon conséquemment inefficace de tampon entre les ouvriers et les cultivateurs d'une part, et les intérêts gigantesques du capitalisme nord-américain au Québec, d'autre part. Elle était et reste un complément de ces intérêts, non un concurrent. Elle dépend, dans le sens:1e plus général de ce terme, de l'impérialisme pour son existence même, en tant que classe, en ce que l'impérialisme américain apporte au Québec sa source principale d'investissement et de capital d'emprunt aux hommes d'affaires québécois et א leur gouvernement. Tous les efforts que ce gouvernement a fait א notre époque pour alléger la dépendance unilatérale et vulnérable de la province envers les conditions du marché extérieur n'ont fait qu'intensifier la contradiction énorme א laquelle la classe capitaliste nationale doit faire face: le fait que la première source d'investissement que 1e gouvernement Lesage requiert pour diminuer cette dépendance se trouve... sur le marché américain du capital.

Cependant, dans la mesure à cette classe acquiert tardivement quelques-unes des caractéristiques d'une bourgeoisie "nationale" classique - une bourgeoisie qui n'a que peu de responsabilités directes dans la grande industrie — son désir de concurrencer le capitalisme étranger (désir irréalisable) se traduit dans certains milieux par un certain séparatisme **latent** (ou peut-être plus précisément par des **vestiges** de séparatisme): c-א-d des propositions plus ou moins sérieuses d'un statut d' "état associé" avec le Canada-anglais, etc. (Mais sans de vastes nationalisations, le statut d'état associé équivaudrait א une forme nouvelle de néocolonialisme encore plus dégénérée. On ne doit pas exclure la possibilité future d'un Québec séparé et "autonome" ; cependant, c'est une hypothèse peu probable. Mme un Québec état socialiste et séparé encerclé par une Amérique du Nord capitaliste est peu probable, étant donné jusquא maintenant les rapports ce la lutte de classes au Canada.

Mais ce qui l'emporte sur toutes autres considérations concernant la direction politique de la bourgeoisie canadienne-française, c'est le fait important et évident que cette classe ne peut jouer, même si elle le veut, un rôle réellement indépendant de 1'ensemble du capitalisme nord-américain. Politiquement, elle aspire principalement א une plus grande marge de manœuvré envers l'Etat canadien-anglais et, par le fait même, envers le capital étranger. Ce qui fait pendant א cela, c'est que cette bourgeoisie ne peut résoudre la question nationale — précisément parce qu'elle ne veut pas et ne peut pas liquider le capitalisme, source de cette question. Elle est "nationale"...mais aussi **bourgeoise**. Ce paradoxe fondamental est encore une autre indication que les questions de classe l'emportent sur les questions nationales, dans la lutte québécoise.

7. La lutte des travailleurs et cultivateurs canadiens-français n'est pas en ce moment orienté vers la formation d'un Etat séparé. Même si les mouvements ouvriers pancanadiens et américains ont souvent manqué de reconnaître et d'appuyer adéquatement les ouvriers québécois surexploités, au sein de leurs syndicats, l'unît essentielle des intérêts entre ceux-là et les ouvriers anglophones dans le Québec et en-dehors est rarement mise en question, même aujourd'hui. Certaines actions des plus militantes — comme la gravé des employés des postes, en même temps que le vote considérable accordé au NPD par les ouvriers industriels canadiens-français (le NPD est le parti du mouvement ouvrier, mouvement les canadiens-anglais dominent) lors de la dernière élection fédérale - montre l'interaction qui existe déjà dans les luttes de classé chez les Québécois et les canadiens-anglais (et leurs relations mutuelles).

Le mouvement de refus de l'affiliation aux syndicats internationaux pour permettre la formation de syndicats québécois autonomes faisant partie de la Confédération des Syndicats nationaux (CSN), (mouvement très actif en 1964 mais qui diminua de fanon radicale l'année suivante) manifeste essentiellement le refus de la part d'un grand nombre des ouvriers les plus militants de faux leadership bureaucratique et chauviniste qui leur vient de ces "internationaux", ce leadership qui tend א mettre obstacle א la vague montante de militantisme parmi les syndicalistes québécois. La demande très répandue d'autonomie complète pour les locaux québécois faisant ou non partie des syndicats internationaux, demande entièrement progressiste et qui mérite l'appui de tous les militants, n'est pas un refus du principe de solidarité internationale, mais plutôt et principalement l'expression du tempo plus rapide de la lutte de classe actuelle au Québec. Ainsi le "caucus national" de la FTQ א son dernier congrès aurait pu tout en restant parfaitement conséquent, demander l'autonomie syndicale en même temps qu'un statut particulier

constitutionnel pour le Québec (certains partisans lançant aussi un appel en faveur d'un parti ouvrier "autonome") tout en "opposant le relâchement des liens entre les syndicats canadiens et internationaux" comme la seule base valable dans l'édification d'un internationalisme véritable - l'union libre de partenaires égaux - dans le mouvement ouvrière.

La conscience nationaliste, dans la mesure ô elle existe parmi 1es ouvriers industriels canadiens-français,, est limité par le fait que les luttes les plus militantes, les grèves les plus acharnés ces dernières années se produisirent dans le secteur de l'économie québécoise ou les salaires et la productivité sont a un bas niveau et contre la bourgeoisie canadienne-français qui possède une marge de manœuvres beaucoup moindre que ses alliés canadiens-anglais et américains. En conséquence de cette généralisation, il est déjà évident pour les couches avancés de la classe ouvrière canadienne-français que la révolution québécoise qui s'annonce ne peut pas être tout simplement une révolution nationaliste, mais doit immédiatement entreprendre les tâches socialistes, l'expropriation des possessions capitalistes canadiennes-françaises aussi bien que canadiennes anglaises et américaines et organiser l'administration planifié de ces entreprises par les travailleurs eux-mêmes.

8. Il s'ensuit de ce qui précède que le prolétariat canadien-français qui devra résoudre même les tâches nationales de la révolution du Québec, ne s'intéresse pas essentiellement א la solution séparatiste du problème national. La lutte au Québec est une lutte sociale — de classe - et rien ne nous permet de supposer que la demande de la part des socialistes révolutionnaires d'une séparation complète de l'état canadien lèverait la conscience politique et la combativité des ouvriers et cultivateurs canadiens-français. Objectivement, la lutte de classe au Québec comme ailleurs au Canada reste encore orienté politiquement d'abord et avant tout contre le gouvernement et le régime central. Ce gouvernement - Ottawa -détient tous les pouvoirs politiques majeurs de l'Etat capitaliste canadien (et québécois). Il représente les intérêts unifiés du grand capital canadien de Bay Street et de la rue St-Jacques.

9. Néanmoins, dans sa manifestation politique organisé, la nouvelle conscience nationaliste — facteur subjectif - se reflète dans la demande d'un partie séparée et autonome des ouvriers et cultivateurs québécois - parti ayant un contrôle total sur ses propres structures et sur son programme. Le Parti Socialiste du Québec représente un grand pas dans cette direction ; les éléments dirigeants du caucus nationaliste de la FTQ sont sympathiques א cette demande. Un tel parti ouvrier indigné de masse parât probable dans un avenir assez rapproché. Les socialistes révolutionnaires devraient se solidariser avec la demande d'un parti ouvrier **autonome** au Québec. L'agitation en faveur de l'autonomie dans ce cas reflète 1e refus du leadership bureaucratique, ignorant et chauviniste américain et canadien-anglais du NPD et du mouvement ouvrier. Les socialistes révolutionnaires eux aussi n'ont aucune confiance dans ces leaders et leurs programmes réformistes et par conséquent inadéquats. Dans ce sens, la demande d'autonomie est une expression du rythme relativement avancé de la lutte de classe au Québec. De cette fanon, elle est de caractère progressiste. Mais cela représente principalement un stade limité et de transition dans 1e progrès des ouvriers canadiens-français vers une compréhension totale de caractère de classe de cette bureaucratie et de son idéologie pro-capitaliste et de la nécessité de l'opposition consciente de **classe** a cette bureaucratie.

Contrairement aux nationalistes, nous ne généralisons pas notre acceptation et notre appui d'organisations autonomes, un tel appui de notre part n'est que tactique. Notre critère réside en ce que oui ou non une telle autonomie contribue א avancer l'organisation de la classe indépendamment de la bourgeoisie. Et א l'intérieur de ces organisations "nationales" nous prônons des liens fraternels les plus étroits avec les organisations de classe des travailleurs canadiens—anglais et américains.

10. La question de l'autonomie s'est posé dans nos propres rangs principalement parce que cette proposition est accepté presque universellement dans les milieux dirigeants de la gauche révolutionnaire canadienne-française. La proposition d'accorder formellement un statut particulier א nos effectifs québécois prend plusieurs formes différentes:(a)"autonomie" complète, un partie séparée avec son propre programme et son leadership indépendant; ou (b) une forme ou une autre de "statut particulier"; la formation, par exemple, d'un "comité binational" d'une section canadienne unie, ou les camarades canadiens-français jouiraient d'un minimum de représentation fixe, indépendamment de leur nombre par rapport א celui des camarades anglo-canadiens.

Deux considérations majeures doivent entrer en ligne de compte dans la résolution de cette question: (a) nos conceptions organisationnelles et politiques; et (b) notre évaluation de la direction de la lutte pour l'auto-détermination et le socialisme au Canada-français.

11. Nous sommes un parti mondial, car les intérêts de la classe ouvrière sont internationaux. Notre mouvement mondial est centralisé; toutes les sections nationales s (sont) sujettes א l'intervention judicieuse et א la discipline de l'Internationale par ses corps dirigeants et ses congrès. Ainsi, il est fallacieux en ce sens de parler d'"autonomie"; aucune section n'est "autonome". Ecrivant en 1922 pour défendre l'article 9 des Statuts du Comintern, Trotsky explicita "la distinction fondamentale entre la 3iטme Internationale et la Seconde":

> "Comme tous les partis communistes, l'Internationale est une organisation centralisé qui concentre les attributs de sa direction dans un comité exécutif, fort des pouvoirs que lui transmet le congres mondial annuel. Ainsi, l'Internationale communiste, contrairement aux autres organisations internationales imbues de préjugés nationaux, n'est pas une fédération de partis nationaux indépendants, mais un seul et grand parti communiste international. Le droit incontestable de l'Internationale a refuser des adhésions et a exclure des adhérents est exercé, dans l'intervalle des congres mondiaux, par le comité exécutif: telle est la signification de l'article 9 des statuts."
> *(Le Mouvement Communiste en France, p 199)*

La division de notre mouvement international en sections "nationales" est une conséquence logique de la subsistance des états nationaux, forme normale du pouvoir capitaliste. La multiplicité des nations qui diffèrent quant א leur forme de gouvernement, leur langage, leur culture, leurs traditions et le rythme de leur développement apportent א notre mouvement une large gamme de tâches secondaires et d'orientations particulières très différentes. Il est évidemment de la plus grande importance que les sections nationales adaptent notre programme de base aux besoins des situations locales et qu'elles soient sensibles au nationalisme local et aux différences de culture.

L'élément essentiel de la définition des sections "nationales" consiste en leur division selon les états politiques autonomes. Comme qu'élément secondaire de cette définition quand il s'agit de colonies ou d'états contenant א l'intérieur de leurs frontières des nationalités opprimés (oש la lutte se fait autour de la revendication d’autonomie politique), il faut mentionner la direction de la lutte vers la création d'états politiques autonomes. A moins que le Québec ne remplisse les conditions mentionnés, créer un statut particulier pour notre section québécoise serait "balkaniser" les forces du trotskysme canadien.

12. Pourquoi les conditions d'existence d'un parti autonome sont-elles d'une telle rigidité? La principale objection au concept d'un parti révolutionnaire canadien-français autonome ou fédéré, c'est qu'il est en contradiction avec notre conception du centralisme démocratique qui présuppose la capacite de la direction unie, armé de notre appréciation de la question nationale, de formuler un programme qui tient compte des traits particuliers de chacune des deux nations, programme qui répondrait aux exigences objectives de chaque situation nationale. Le concept d'"autonomie" viole notre position de principe qui appuie la suprématie de la politique de classe sur les différences nationales. Refuser aux camarades de "l'autre nation" le droit de décider en collaboration fraternelle avec nous le programme de notre mouvement — programme dont ils sont eux aussi responsables comme membres du même mouvement orient vers la prise du pouvoir au niveau fédéral du gouvernement — c 'est leur refuser la capacite de s'élever au-dessus des préjugés "nationaux" et des incompréhensions auxquels ils sont sujets.

Nous pouvons pour des raisons de tactique appuyer l'autonomie des formations de masse de la classe ouvrière canadienne-française que nous ne dirigeons pas, précisément parce qu'elles n'adhèrent pas a notre programme et qu'elles ne sont pas armés de nos conceptions organisationnelles. Leur politique est éclectique; leur leadership pragmatique. Nous devons les considérer comme des formations transitoires qui se développent ou stagnent suivant le degré de correspondance de leur programme avec la râlait objective telle que les ouvriers la découvrent א travers leurs expériences. Notre appui de ces formations autonomes est une reconnaissance concrète du droit a l'auto-détermination des Canadiens-français.

Contrastant avec cela, le centralisme démocratique est basée sur la "longue perspective" qui d'écrit dialectiquement la question nationale dans le contexte plus vaste de la question de classe. Pour nous, le parti centraliste démocratique est le dépositaire de la pensé la plus avancé de la classe ouvrière. Ce n'est pas le lieu de la politique de couloirs ou un ensemble de groupes de pression ou d'idéologies variés qui luttent pour l'hégémonie politique et organisationnelle. Le parti est **centralisé**, un parti de lutte dont l'unique but ultime est de mener la classe ouvrière la conquête du pouvoir étatique et a la transition vers le socialisme. Pour arriver ce but, il faut rejeter les concepts organisationnels fédéralistes. Notre programme concernant l'**Etat** — l'auto-détermination — ne doit pas être confondu avec notre concept de **parti** — le centralisme démocratique.

13. Notre concept de parti centraliste démocratique vient historiquement du parti bolchevique de l'époque de Lénine — parti qui réussit a mobiliser et a unifier les ouvriers avancés de nombreuses nationalités opprimés par le régime autocratique des tsars, dans la première victoire de la révolution socialiste du monde. A ce sujet, la politique des bolcheviques sur la relation organisationnelle entre le parti et la question nationale est particulièrement éclairante. Car, comme Lénine le définit en 1905: "les ouvriers d'aucun autre pays ne souffrent d'autant d'oppression économique et politique que les ouvriers de la Russie, et ce quelque soit leur nationalité, mais par-dessus tout ceux qui ne sont pas de nationalité russe." Le mouvement contre l'oppression nationale par tout l'empire tsariste dans lequel la nation russe dominante ne représentait que 43% de la population, devait jouer un rôle clé dans la dissolution finale de cet empire. "Pour les nations opprimés de la Russie, le renversement de la monarchie voulait inévitablement dire leur propre révolution nationale." (Trotsky, *Histoire de la Révolution Russe*)«

Dans le cours des trois révolutions russes de 1905 et 1917, les exigences nationales apparaissaient sous toutes leurs formes — א partir du fédéralisme, des Etats associés "autonomes" jusquא la séparation complète et a l'indépendance politique. La signification de ces revendications nationalistes dans le contexte du développement capitaliste en Russie est bien définie par Trotsky:

> "Si, dans les Etats de nationalité homogène, la révolution bourgeoise développait de puissantes tendances centripètes, passant sous le signe d'une lutte contre le particularisme comme en France, ou bien d'un morcellement national comme en Italie et en Allemagne — dans les Etats hétérogène tels que la Turquie, la Russie, l'Autriche-Hongrie, la révolution attardé de la bourgeoisie déchaînée, au contraire, les forces centrifuges. Malgré l'évidente opposition de ces processus, exprimé en termes de mécanique, leur fonction historique est la même dans la mesure ô, dans les deux cas, il s'agit d'utiliser l'unît nationale comme un réservoir économique important: il fallait pour cela faire l'unît de l'Allemagne, il faillait au contraire démembrer 'Autriche-Hongrie. »

Les bolcheviques développé(?) leur programme en conséquence. Trotsky continue:

> « Lénine avait calculé en temps opportun le caractère inévitable des mouvements nationaux centrifuges en Russie et, pendant des années, avait lutte obstinément, notamment contre Rosa Luxembourg, pour le fameux paragraphe 9 du vieux programme du parti, formulant le droit des nations א disposer d'elles- mêmes, c'est-א-dire א se séparer complètement de l'Etat. Par le parti bolchéviste ne se chargeait nullement de faire une propagande séparatiste. Ils s'obligeait seulement א résister avec intransigeance א toutes espèces d'oppression nationale et, dans ce nombre, א la rétention par la force de telle ou telle nationalité dans les limites d'un Etat commun. C'est seulement par cette voie que le prolétariat russe put graduellement conquérir la confiance des nationalités opprimés.
>
> Mais ce n'était qu'un des côtés de l'affaire. La politique du bolchévisme dans le domaine national avait un autre aspect, apparemment en contradiction avec le premier, et qui le complétait en râlait. Dans les cadres, du parti et, en général, des organisations ouvrières, le bolchévisme appliquait le plus rigoureux centralisme, luttant implacablement contre toute contagion nationaliste susceptible d'opposer les ouvriers les uns aux autres ou de les diviser. Déniant nettement א l'Etat bourgeois le droit d'imposer א une minorité nationale une résidence forcé ou bien même une langue officielle, le bolchévisme estimait en même temps que sa tâche vraiment sacré était de lier, le plus étroitement possible, au moyen d'une discipline de classe volontaire, les travailleurs de différentes nationalités, en un seul tout. Ainsi il repoussait purement et simplement le principe national-fédératif de la structure du parti. Une organisation révolutionnaire n'est pas le prototype du l'etat futur, elle n'est qu'un instrument pour le créer. L'instrument doit tré adéquat pour la fabrication du produit, mais ne doit nullement se l'assimiler. C'est seulement une organisation centraliste qui peut assurer le succès de la lutte révolutionnaire — même quand il s'agit de détruire l'oppression centraliste sur les nations

(*Histoire de la révolution russe*, Paris, 1967, Tome 2)

Il ne peut y avoir de doute que nous avons une présentation précise de la position de Lénine sur la structure du parti. Au printemps 1905, il écrivit concernait l'oppression des nationalités sous le régime tsariste:

"Plus cette servitude est lourde, et plus est grande la nécessité de l'union la plus étroite entre les prolétaires de différentes nationalités, faute de quoi une lutte victorieuse contre l'oppression serait impossible. Plus l'autocratie spoliatrice s'emploie א semer la discorde, la méfiance et la haine entre les nationalités qu'elle opprime ... et plus nous social-démocraties devons travailler א fondre tous les partis social-démocraties isolés, appartenant א diverses nationalités, en un seul Parti ouvrier social-démocrate de Russie !"

(Lénine, O*uvres Complètes, tome 7,* p.501, Paris-Moscou

Dans une lettre א Maxime Gorky, écrite dans la dernière moitié de février 1913, Lénine fut encore plus catégorique:

"Chez nous, même au Caucasse, social-démocraties géorgiens et arméniens et tatares et russes ont travaillé **ensemble**, dans une **seule** organisation social-démocrate, **pendant plus de dix ans**. Ce n'est pas une phrase, c'est la solution prolétarienne do la question nationale. La seule solution. Il en a ainsi Riga également: russes et lettons et lithuaniens ; seuls les séparatistes, le Bund, restaient en dehors. De même a Vilna."

*ibid,Tome 35***,** *p. 80;* souligné par Lénine)

Quand, après la révolution, des camarades français soulevèrent de nouveau la question de la structure du parti, bien que dans des circonstances différentes, Trotsky, au nom du leadership de l'Internationale communiste, réaffirma la distinction désormais traditionnelle qu'établirent les bolcheviques entre les structures de l'Etat et celles du parti.

"Le principe du fédéralisme est absolument incompatible avec les intérêts réels d'une organisation révolutionnaire. Toute référencée la constitution fédérative de la République soviétisé est radicalement erronée, étant donné que la structure du parti communiste ne peut en aucun cas être identifié א la structure de l'Etat soviétise. Le parti communiste, dans toutes les républiques fédérés est un et strictement centrale. Les communistes d'Ukraine, de Géorgie, d'Azerbaןdjan, etc. sont l'Is aux communistes de Moscou, de Petrograd, etc., non point par les liens du fédéralisme, mais par le plus sèvre centralisme démocratique. Seule 1'unitי de cette organisation centraliste de la classe ouvrière de Russie lui a permis de défendre victorieusement son existence contre d'innombrables ennemis. L'Internationale condamne de la fanon la plus catégorique l'application des principes du fédéralisme et de l'autonomie dans un parti révolutionnaire qui doit être le levier puissant de l'action révolutionnaire."

(Trotsky, *Le Mouvement Communiste en France,*pp. 188-9)

14. Voilà la position des bolcheviques sur cette question. Etant donné que le Québec ne peut pas être considéré comme une colonie pour laquelle la lutte principale est celle de l'indépendance politique vis-א-vis d'une puissance étrangère, il semble clair qu'au Canada on ne trouve pas de justification pour la formation du premier parti fédérale bolchevique de l'histoire. Mme si, comme c'est le cas, l'Etat canadien binational s'éloigne de la forme "normale homogène de l'Etat a nation unique, cela ne change pas en soi l'orientation essentielle de la lutte pour le socialisme au Canada. Il arrive que cette lutte reste dirigé principalement contre le régime central. Le fait que ce régime viole les droits de l'une des deux nations ajoute encore un autre argument très puissant contre la base de ce régime - le système capitaliste. Mais il demeure que l'oppression de la nation du Québec par le capitalisme canadien-anglais et américain, loin de constituer un argument en faveur du séparatisme, ne fait qu'ajouter de l'urgence א la nécessité de vaincre le capitalisme ... en Amérique du nord aussi bien qu'au Québec.

15. Cependant, le seul fait que la question d'autonomie se pose, manifestant en soi la grande importance de la question nationale dans notre travail au Québec, indique qu'une telle présentation formelle et catégorique de la question est peut-être trop simpliste. Notre conception du centralisme démocratique n'exclut pas la possibilité de prendre certaines dispositions **a l'intérieur d'un parti canadien unique** dans le but d'éviter la défiance chez certains éléments révolutionnaires canadiens-français envers la soi-disant "domination" par la majorité anglo-canadienne numérique, de montrer que nous reconnaissons le problème national et de permettre au parti de mieux s'acquitter des tâches particulières de notre travail dans le Québec. Une telle "concession", le choix d'un nom distinct pour nos effectifs québécois -La Ligue Socialiste Ouvrière - qui n'est en aucune fanon une traduction directe de League for Socialiste Action - a déjà démontre de fanon convaincante que nous sommes prêts א donner א notre mouvement un visage canadien-français. Une autre mesure et de beaucoup plus importante serait de montrer par des actes concrets notre appréciation du rôle d'avant-garde que jouent les ouvrier canadiens-français dans la révolution canadienne qui s'en vient, en encourageant consciemment nos camarades québécois א entrer dans la direction du mouvement, comme le font nos camarades américains envers les noirs membres de leur parti.

Nous ne devrions pas exclure la possibilité de quelques changements dans la constitution interne de notre mouvement. Ce ne serait certainement pas violer le centralisme démocratique, par exemple, que de former une commission permanente sur le Québec, chargé de rendre compte au Comité national des développements au Canada-français. Une telle commission permanente pourrait être constitué comme un sous-comité du Comité national (ou "fédéral") du parti canadien, composé de membres québécois du Comité national et du Comité politique - ou quelque chose semblable. Cette Commission permanente québécoise contribuerait א éduquer le parti et ses cadres et serait considéré par les. Canadiens-français comme un geste sensible de notre part envers une question qui leur est d'un intérêt particulier comme trotskystes.

Le mouvement devrait considérer sérieusement ces mesures et d'autres encore dans la période qui vient, alors que nous essayons de définir concrètement notre position sur la question nationale.

16. La ‘particularité' nationale du Québec apporte aux camarades canadiens-français et anglais des tâches particulières. Mais il n'y a pas de raison pour que ces tâches ne puissent pas se coordonner dans le cadre et selon les exigences d'un mouvement unique pancanadien - mouvement le mieux situé pour pouvoir coordonner la lutte contre le régime capitaliste canadien et son gouvernement central א Ottawa. Loin de nuire a l'accroissement de nos forces, cette position peut nous apporter une opportunité unique de démontrer en pratique ce que signifie le centralisme démocratique et la position socialiste-révolutionnaire sur la question nationale au Québec.

28 mars 1966